

Economie de l'alimentation durable

Mention : Economie de l'environnement, de l'énergie et des transports [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Sciences économiques, gestion, mathématiques et informatique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non
- > Durée moyenne de la formation :

Présentation

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter l'[offre 2025-2026](#).

L'objectif du parcours "Économie du Développement Durable et de l'Environnement" est d'offrir une formation traitant de l'ensemble des questions d'environnement du point de vue de l'économie. Les diplômés doivent avoir les compétences pour concevoir des stratégies face aux défis énergétiques et environnementaux (e.g., changement climatique, surexploitation des ressources naturelles ou encore pollution de l'eau et de l'air). Ils doivent pouvoir intégrer ces stratégies dans les métiers de production, de services et de conseil. Ils doivent aussi disposer des connaissances académiques permettant aux plus motivés d'intégrer la recherche privée comme publique. Et pouvoir intégrer des centres de décision nationaux et internationaux (fonction publique, collectivités, organisations internationales).

Les enjeux environnementaux demandent de mobiliser des connaissances multiples dans des approches intégrées et les diplômés doivent : i) maîtriser la théorie

économique et ses applications à la décision ; ii) être immédiatement opérationnels dès la sortie de la mention, et savoir mettre en place les outils de modélisation, les méthodes statistiques et économétriques ainsi que les moyens informatiques nécessaires ; iii) comprendre les enjeux politiques, économiques et scientifiques et connaître les développements récents de la recherche ; iv) avoir une connaissance empirique des secteurs et des enjeux sociétaux et politiques ainsi que des connaissances managériales (analyses coûts bénéfices, décision dans l'incertain, gestion des controverses et des conflits d'usage, etc).

Savoir-faire et compétences

Les compétences acquises à l'issue de la formation incluent la capacité à :

- comprendre les enjeux environnementaux et climatiques dans les politiques publiques et les choix privés;
- analyser les bilans environnementaux et les externalités liées à un processus de production ou une chaîne de valeur;
- réaliser et interpréter des études prospectives, en mobiliser les méthodes et les logiciels nécessaires;
- modéliser et quantifier un phénomène économique (économétrie, recherche opérationnelle, méthodes de simulation);
- développer une méthode d'analyse pour l'élaboration des stratégies d'intervention;
- savoir mettre en pratique les outils de gestion de projet et de gestion de risques; élaborer des business plans pour étudier la rentabilité et le financement de projet;
- comprendre les mécanismes et institutions à l'œuvre dans les politiques publiques et stratégies de négociation;
- organiser la coordination des acteurs de manière à rendre opérationnelles des solutions proposées;
- développer des projets de recherche originaux en mobilisant la connaissance empirique du secteur et des outils d'analyse en pointe de la discipline académique.

Compétences spécifiques au parcours :

- Être en capacité de réaliser une étude d'impact d'un projet ou d'une réglementation publique en ce qui concerne les aspects économiques et environnementaux.
- Contribuer, grâce aux outils scientifiques et aux instruments économiques, à la résolution des problèmes environnementaux et de développement durable pour une gestion raisonnée des ressources.
- Concevoir de nouveaux modèles économiques intégrant des critères sociaux et environnementaux à toutes les étapes de la production et de la consommation dans une entreprise ou une administration.
- Coordonner une analyse des performances environnementales d'une entreprise (RSE).
- Construire des outils permettant des analyses quantitatives des aspects économiques et environnementaux dans une entreprise ou une institution publique et mobiliser les données nécessaires. Savoir appliquer les outils de gestion de projet pour le cadrage, le développement et le suivi d'un projet environnemental.
- Maîtriser les outils et méthodes nécessaires à la recherche en économie de l'environnement dans le but de préparer une thèse.

Admission

Conditions d'admission

Master 1 :

monmaster.gouv.fr

Modalités (dossier et/ou épreuves écrites/orales) : Dossier critères généraux : Licenciés d'Économie, d'Économie et Gestion, de Sciences de la Vie et de la Terre, de Sciences pour l'ingénieur, étudiants d'écoles d'ingénieur, d'écoles de commerces, d'IEP.

Acquis académiques : En matière d'acquis académiques, le recrutement se fondera sur la prise en compte des éléments suivants :

- Les candidats doivent avoir des compétences suffisantes en économie (fondements de microéconomie, macroéconomie), en mathématiques (calcul différentiel, optimisation, algèbre matricielle), en statistiques (théorie des tests, modèle linéaire, probabilités) et en économétrie. Des étudiants issus de formations scientifiques peuvent également être admis.

- Un certain nombre de cours étant dispensés en anglais, une bonne maîtrise de la langue anglaise est demandée. Pièces demandées dans le dossier : Pièce d'identité, Relevés de notes de toutes les années post-Bac + relevé de notes du Bac, CV, relevé de notes de l'année en cours (semestre 1), lettre de motivation

Master 2 :

Modalités de candidature

Master 1 :

Les étudiants doivent être titulaires d'une L3 pour pouvoir postuler à l'entrée du M1.

Toutes les candidatures doivent être déposées sur l'application www.monmaster.gouv.fr

Master 2 :

Les étudiants doivent être titulaires d'une M1 pour pouvoir postuler à l'entrée du M2.

Toutes les candidatures doivent être déposées sur l'application <https://ecandidat.parisnanterre.fr/>

Pré-requis et critères de recrutement

Pour une entrée en M1 : monmaster.gouv.fr

Et après

Insertion professionnelle

Un suivi des étudiants diplômés est effectué à l'issue de la formation et un an après celle-ci. Sur les cinq dernières années de fonctionnement du parcours "Économie de l'Environnement", il ressort de ces enquêtes que 37% des diplômés se sont dirigés vers les sociétés de conseil ou d'études, 24% vers les grandes entreprises de services environnementaux ou d'agro-alimentaires ou de la banque. 12 % ont poursuivi en thèse, 16% dans des administrations. En termes de types d'emplois accessibles, les diplômés occupent les emplois suivants : cadre RSE ou développement durable au sein d'une entreprise; chef de projet; chargé de mission en recherche et développement; chargé d'études technico-économiques, stratégiques, environnementales; responsable (eau, énergie, déchet) dans une entreprise ou une collectivité locale; ingénieur /

économiste dans un bureau d'étude, une collectivité locale, une agence gouvernementale ou un organisme international; expert des problèmes environnementaux liés à l'énergie auprès d'institutions nationales ou internationales; chercheur (si poursuite en thèse). Des étudiants ont rejoint le Corps des Ingénieurs des Ponts, Eaux et Forêts, du Corps des Mines, du Corps de la Météorologie où ils ont souvent réalisé une thèse de doctorat en formation complémentaire par la recherche. Actuellement de très bons étudiants ont l'opportunité de poursuivre leur formation par une thèse en France ou à l'étranger (flux de 1 à 2 étudiants dans le cadre d'accords avec deux universités américaines pour une poursuite en programme PhD).

À l'avenir, les analyses menées avec le Conseil de perfectionnement montrent que les secteurs particulièrement dynamiques incluent: les services liés à l'environnement (déchets, logistique, économies d'énergie, eau, ingénierie des services écosystémiques); le conseil et l'expertise autour des transitions énergétiques et environnementales (adaptation au changement climatique; ressources en eau, ingénierie écologique); les métiers de la finance et du trading des matières premières; ceux dans l'agriculture les entreprises de l'eau et de l'industrie des bioproduits; une gamme de métiers dans le secteur de la biomasse et la bioénergie, en particulier dans les services (gestion et logistique du mix énergétique, fournitures d'aménités et de services écologiques). Les débouchés après une thèse sont significatifs, car de grands programmes de recherche internationaux sur le climat, la biodiversité mobilisent des chercheurs européens. Et la haute fonction publique recrute (et forme à l'intérieur des Corps) au niveau docteur. La présence française dans les institutions internationales travaillant sur le climat

et la biodiversité (GIEC, IPBES) nécessitent de former des docteurs aux compétences pluridisciplinaires, dont l'économie.

Fiches métiers ROME

- > H1302: Management et ingénierie Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels
- > K1404: Mise en oeuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics
- > M1403: Etudes et perspectives socio-conomiques
- > N1301: Conception et organisation de la chaîne logistique
- > N4202: Direction d'exploitation des transports routiers de personnes

Contact(s)

Autres contacts

Responsable pédagogique Master 1

Thi Kim Cuong PHAM

pham_tkc@parisnanterre.fr

Responsable pédagogique Master 2

Lionel RAGOT

lrivot@parisnanterre.fr

Gestionnaire pédagogique

Alain BASSET

abasset@parisnanterre.fr